



Journalistes et politiques autour des 'cités à problèmes'

Julie Sedel

► To cite this version:

Julie Sedel. Journalistes et politiques autour des 'cités à problèmes'. Isabelle Rigoni. Qui a peur de la télévision en couleurs la diversité culturelle dans les médias, Aux lieux d'être, 2007, 978-2916063300. <hal-03883714>

HAL Id: hal-03883714

<https://hal.science/hal-03883714v1>

Submitted on 13 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Chapitre 8

Journalistes et politiques autour des « cités à problèmes »

Julie Sedel

Dans une étude sur la délinquance des mineurs, Jean-Claude Chamboredon a montré la façon dont chaque groupe social générait un contingent de « ratés de la socialisation » qui, au terme d'un processus collectif de mise à l'index, pouvaient être étiquetés comme « délinquants »¹. Les « jeunes des cités », en tant que catégorie du désordre, ont pris une place grandissante dans les médias et le débat politique. Au début des années 1980, les expressions « beur » et « jeunes de la deuxième génération »² désignaient les enfants de travailleurs immigrés maghrébins, que les cités HLM accueillirent, à partir des années 1970, en vertu des lois dites de « regroupement familial » et d'une politique du logement qui, tout en élargissant aux classes populaires la possibilité d'être propriétaire d'un pavillon, entraînera le départ de la petite bourgeoisie des cités HLM. Au moment où, dans un contexte de crise économique, ces transformations démographiques ont rendu ces jeunes plus visibles dans l'espace public, les expressions pour les nommer furent progressivement

1. Jean-Claude Chamboredon, « La délinquance juvénile, essai de construction de l'objet », *Revue française de sociologie*, vol. XII, n° 3, 1971, p. 335-377.

2. Et leurs variantes : « jeunes de banlieues », « jeunes » – occultant l'origine sociale et la stigmatisation dont ils sont l'objet –, « banlieue » – réservant implicitement cette appellation aux quartiers et villes populaires alors qu'il existe de nombreuses banlieues bourgeoises.

dévaluées au profit des termes « casseurs » – surgissant à l'occasion des manifestations étudiantes de 1990 –, « sauvageons »¹, « racailles »², qui apparaissent comme autant de tentatives pour caractériser un groupe comme « acteur symbolique fixé au pôle négatif »³. Ce glissement épistémologique est révélateur d'une transformation des modes d'appréhension des quartiers populaires dans un contexte de montée en puissance de discours sécuritaires dans les débats publics⁴. L'expression commune « banlieue » qui, fortement relayée par les médias, désigne, par une sorte de raccourci, ce qui est en fait un « problème social », s'est cristallisée dans l'image simpliste d'un groupe social composé de jeunes de condition modeste, issus de l'immigration postcoloniale, vivant dans des cités HLM.

La Cité des 4000 à La Courneuve en Seine-Saint-Denis, lieu où le 19 juin 2005, un enfant de 11 ans, Sidi-Ahmed, est mort, victime d'une balle perdue au cours d'un affrontement entre « jeunes des cités », représente l'archétype du grand ensemble « populaire » tel qu'il fut construit dans les années 1960. Dans les années 1980, ce quartier est confronté au départ des classes moyennes, à l'arrivée de populations nouvelles issues de l'immigration, à l'augmentation de la précarité et à la dégradation du cadre bâti – en dépit des opérations de réhabilitation, mises en œuvre dès 1984. En 1990, sur les 15 000 habitants, la proportion d'actifs ouvriers et employés s'élevait à 82,4 %, mais plus d'un quart des actifs était au chômage. 28,1 % des habitants n'avaient pas la nationalité française, contre 11 au recensement de 1968⁵. Durant l'été 2005, la cité fut très fortement médiatisée. Entre le 19 et le 24 juin, pas moins de vingt et

1. Le terme est employé par le ministre de l'Intérieur du gouvernement « gauche plurielle », Jean-Pierre Chevènement.

2. « La caillera moyenne n'est ni vraiment criminelle, ni vraiment innocente, écrit Anne Giudicelli [journaliste indépendante à *Libération*], elle vit sa petite, moyenne, grande – délinquance comme une normalité. » Voir Anne Giudicelli, *La Caillera*, Jacques Bertoin, Paris, 1991, p. 11.

3. Gérard Althabe, « Construction de l'étranger dans les échanges quotidiens », in *Civilisations*, 1994, vol. 42, n°2, p. 217-227.

4. Macé et Péralva, 2002 ; Laurent Bonelli, « Renseignements généraux et violences urbaines », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 136-137, 2001, p. 95-103 ; Mucchielli, 2001.

5. David Lepoutre, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Odile Jacob, Paris, 1997.

un reportage ont été diffusés aux journaux télévisés de TF1, France 2, France 3, M6, Canal Plus, auxquels s'ajouteront les commentaires, sur le plateau d'une émission de *talk-show*, *On a tout essayé* (France 2), aux propos du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui s'était rendu sur le lieu du drame et avait dit vouloir « nettoyer la cité au Kärcher »¹. La presse quotidienne nationale a largement couvert les différents épisodes de cette dramatique actualité estivale, l'été étant une période creuse en termes d'événements. Trente articles ont été publiés dans trois quotidiens nationaux et un quotidien régional : neuf à *Libération* (dont deux « points de vue », en pages « Rebonds »), huit au *Parisien*-édition nationale, sept au *Figaro*, six au *Monde*.

À travers le traitement journalistique de ce drame, l'objectif de cet article est de mettre en évidence les investissements politiques et journalistiques autour des « cités populaires à problème » et de saisir la façon dont ceux-ci produisent une certaine réalité des « banlieues difficiles »². Jusqu'où la banlieue, comme lieu d'inscription spatiale des populations modestes et en grande partie immigrées, peut-elle être considérée comme un thème « populaire » et/ou « populiste » ? On sait que la notion de « populaire » varie en fonction des groupes, des contextes, des utilisations qui en sont faites³. Chez les programmeurs d'émissions, les rédacteurs en chef de journaux télévisés et les journalistes de médias « grand public », cette notion recouvre des intérêts économiques : s'adresser au plus grand nombre d'auditeurs, de lecteurs, de téléspectateurs permet, en retour, d'attirer davantage d'annonceurs, la publicité constituant l'une des principales ressources des télévisions (avec la redevance, pour les chaînes publiques). Cette

1. La deuxième visite du ministre « pour parler prévention », le 29 juin, fera l'objet de cinq reportages ; une troisième visite, en juillet, ne sera relatée que par TF1 et M6.

2. Cette étude repose sur un corpus d'articles de *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, de dépêches d'AFP, des reportages diffusés aux journaux télévisés de TF1, France télévision, Canal Plus et d'émissions. Des entretiens ont été menés, en parallèle, auprès de journalistes de l'AFP, *Le Monde*, TF1, RTL, *Le Parisien*, France 2, qui ont couvert cette actualité, les premiers jours. Ils ont été complétés par des entretiens réalisés avec des journalistes, dans le cadre de ma thèse de sociologie en cours.

3. Pierre Bourdieu définit « le peuple » et les « classes populaires » comme des « concepts à géométrie variable ». Voir Pierre Bourdieu, « Vous avez dit populaire ? », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 46, 1983, p. 98-105.

logique économique est justifiée par des arguments politiques. Des analystes suggèrent, en effet, que les médias de grande diffusion, en permettant au plus grand nombre d'accéder au débat politique, seraient un facteur de démocratisation¹. D'autres pensent, à l'inverse, que cette « loi des grands nombres » entrave le débat démocratique². Si être ou faire « populaire » constitue une ressource, cela peut aussi être critiqué au pôle « intellectuel » de la production journalistique³.

En politique, la notion de « populaire » présente une connotation plus négative, dans la mesure où l'on parle de « populisme » pour désigner les partis « extrêmes ». Le terme s'est imposé, à partir des années 1980, dans les discours des commentateurs, comme une évidence pour requalifier les partis d'extrême droite et désigner un style caractérisé par une utilisation intensive des médias⁴.

Le déroulement des faits

Dimanche 19 juin, une brève de l'AFP annonce, à 16 h 16, qu'à La Courneuve, « un enfant de 11 ans, blessé de deux balles », tirées par une arme de poing, a été hospitalisé à Bobigny, selon une « source judiciaire ». La mort de l'enfant transforme la brève en article qui titre : « un enfant de 11 ans mortellement blessé de deux balles à La Courneuve ». Rapidement, on apprend que l'enfant est mort d'une balle perdue lors d'un affrontement entre fratries connues de

tous, appartenant à deux familles « depuis longtemps rivales » (AFP, 18 h 16). Entre temps, un journaliste de RTL porte plainte pour « violences volontaires entraînant trois jours d'interruption temporaire de travail » (AFP, 17 h 53). Le lendemain matin, le maire communiste de La Courneuve, Gille Poux, organise une conférence de presse où il dénonce la baisse des effectifs de police dans la cité. Le ministre de l'Intérieur ayant décidé de se rendre dans la cité, déclare aux journalistes vouloir « nettoyer la cité des 4000, au propre comme au figuré ». L'enquête révèle que l'un des frères du tueur présumé est poursuivi depuis 2003 pour avoir accidentellement tiré sur un adolescent, devenu tétraplégique. Le lendemain, une forte polémique s'engage autour des déclarations du ministre¹. Le 21 juin, un rassemblement est organisé, dans la cité, à la mémoire de l'enfant qui, apprendra-t-on, le jour suivant, sera enterré en Kabylie. Changeant d'orientation, le ministre déclare revenir dans la cité pour parler prévention, « une fois le calme revenu ». Le 22 juin, le procureur général de Paris et le procureur de la République de Bobigny annoncent la création d'un Groupe local de traitement de la délinquance (GTLD) comme il en existe en Seine-Saint-Denis. Le 23 juin, deux des quatre suspects sont interpellés. Un troisième homme, dont la famille « connue des services de police pour des faits de violence, outrage et rébellion et des affaires de stupéfiants », qui habite le même étage que l'enfant (AFP, 23 juin 2005, 9 h 40), se constitue prisonnier (AFP, 13 h 50), enfin les trois suspects sont déférés puis écroués, dans la soirée².

1. Dominique Wolton et Jean-Louis Missika, *La Folle du logis. La télévision dans les sociétés démocratiques*, Gallimard, Paris, 1983.

2. Patrick Champagne, « La loi des grands nombres, mesure de l'audience et représentation politique du public », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101-102, mars 1994, p. 10-23 ; Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Liber, Paris, 1996.

3. Sabine Chalvon-Demersay et Dominique Pasquier ont montré les conflits qui se cristallisent autour de la figure de l'animateur de télévision, entre une vision « élitiste » et une vision « populaire » de ce que devrait être le rôle de ce média. Voir Sabine Chalvon-Demersay et Dominique Pasquier, *Drôles de stars, la télévision des animateurs*, Aubier, Paris, 1990.

4. Pierre-André Taguieff parle de « télépopulisme ». Voir Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », in *Vingtième siècle*, n° 56, octobre-décembre 1997, p. 4-33. Pour une lecture critique des travaux existants sur la notion de « populisme », voir Alexandre Dézé, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », in *Revue française de science politique* vol. 54, n°1, février 2004, p. 179-190.

1. Le ministre répond aux critiques du premier secrétaire du Parti socialiste, sur Europe 1 (AFP, 7 h 40), qui dénonce les « promesses non tenues », au regard de la baisse des effectifs policiers, à La Courneuve. « La formule choc de Sarkozy sur le nettoyage des cités inquiète à gauche », titre une autre dépêche, publiée à 16 h 03.

2. « Mahmoudou M., 24 ans, un des quatre suspects d'origine comorienne porteur du revolver [...] a été mis en examen pour "meurtre sur mineur de quinze ans" et "port d'arme", son frère, Ahmed M., 25 ans, pour "complicité d'homicide de mineur de moins de quinze ans", le troisième suspect, Salah B., 19 ans, membre de la fratrie adverse avec qui il avait échangé des tirs, a lui été mis en examen pour "tentative de meurtre" et "port d'arme". » (AFP, 23 juin 2005, 23 h 03).

Des usages pluriels du « populaire »

De quelle façon ce qui est considéré au départ comme un fait divers a-t-il basculé au rang d'« événement » ? Comment a-t-il été utilisé par des hommes politiques ? Que nous indique-t-il sur le fonctionnement de l'espace public médiatique ? En bouleversant l'ordre des priorités à inscrire sur l'agenda politique, les thèmes à débattre et les problèmes à résoudre, la télévision est devenue un élément central dans le débat public¹. De même que le nombre de téléspectateurs se situe au cœur de sa logique ; dans la compétition politique, l'électorat populaire est important sous le rapport du nombre.

Du fait divers à l'événement

Cette actualité, saisie dans les premiers jours, fait apparaître une succession de moments inégalement constitués en « événements ». Signalée par l'AFP, qui exerce une fonction d'agenda pour les médias, l'« histoire » est essentiellement reprise par des médias « populaires » – *Le Parisien* ainsi que les journaux télévisés et radiophoniques². Le soir même, les journaux télévisés de TF1, France 2 et M6 consacrent un reportage à la mort de l'enfant. À l'inverse, les trois quotidiens nationaux « de qualité », *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* ne lui consacrent qu'une brève – « Un enfant de onze ans a été tué » (*Libération*), « Décès par balles d'un enfant à La Courneuve » (*Le Figaro*) –, attestant du caractère mineur de cette information³. La médiatisation du décès de Sidi-Ahmed ne faillit pas à la règle selon laquelle les médias *omnibus* ne s'intéressent aux cités populaires qu'à travers des situations exceptionnelles. Le fait qu'il s'agisse d'un enfant, qu'il soit « bon élève » et que sa famille ait « bonne réputation » rendent encore plus inacceptable le drame car la victime rompt avec la représentation ordinaire du « jeune de cité ».

1. Mercier, 1996.

2. En 1997, selon les chiffres du Centre d'étude des supports publicitaires (CESP), les cadres supérieurs constituaient 35 % des lecteurs du *Monde* et de *Libération*, contre 4,5 % du lectorat du *Parisien*.

3. La mort de l'enfant appartient au registre des faits divers, défini par la rupture entre la

La visite du ministre à la famille, le lendemain, fait basculer le divers dans la catégorie événement, comme l'exprime ce journa de RTL :

« Je reviens à la rédaction vers 15 heures, et je me dis : tiens, voyons que fait le ministre. Le cabinet m'indique qu'il se pourrait bien qu'il ai à La Courneuve. J'en parle à ma rédaction en chef qui répond : “ fonce [...] Je pars, je vais au commissariat. J'y retrouve mes collègues. Une par est là : TF1, M6, Europe 1, France Inter. Certains étaient déjà sur plac Les équipes étaient doublées d'autres qui tournaient dans le quarti Quand Sarkozy a parlé devant le commissariat, il y avait une vingtai de journalistes. Je n'avais pas imaginé qu'il viendrait dans la cité, ça r semblait impossible. »

L'importance accordée à cette visite est attestée par le fait que trois quotidiens consacrent un article à cette actualité, à travers titres qui ne se démarquent pas de la presse populaire : « Un en victime de l'affrontement entre deux bandes rivales à La Courneuv titre un article du *Monde*, « Sidi-Ahmed, 11 ans, victime innoci d'une guerre des gangs », écrit *Le Figaro*, « Un “petit caïd” recher à la Cité des 4000 », relate *Libération*.

C'est la polémique suscitée par les propos tenus par le ministre prenant le pas sur le rassemblement, fait basculer dans la catég « fait politique » ce qui était considéré initialement par la pr « sérieuse », comme un fait mineur. C'est au journal de 20 he de TF1 que le mot « kärcher » est prononcé publiquement, pa père de Sidi-Ahmed, relatant sa rencontre avec le ministre¹. C formule choc est, à l'exception du *Parisien*, très rapidement rep par les journaux télévisés et radiophoniques :

« Moi, la phrase “je vais nettoyer au kärcher”, je ne l'ai pas entendue. phrase que j'ai entendue, c'est : “je vais nettoyer la cité”, ça, je l'ai entend J'ai vu que la phrase “nettoyer au kärcher”, il l'avait dite quand il est a voir les parents. Et je me suis aperçue après, en regardant la télévision, qu l'avait dite [...] Donc moi, le kärcher, je ne l'ai pas entendu. » (Journalis du *Parisien*.)

Dès l'ouverture du journal télévisé de France 2, le journal annonce que « des élus de gauche reprochent à Nicolas Sarkozy de faire de la politique spectacle ». Deux jours plus tard, *Le Monde* consacre sa une aux propos du ministre : « Nicolas Sarkozy tenté par le discours populiste »¹. Les journalistes politiques s'emparent de cette actualité, recourant même à « l'expertise » d'un directeur d'institut de sondage pour appuyer leurs analyses.

Les usages symboliques des « banlieues à problème »

Étudiant les propriétés de la « télévisualité » politique, à travers la campagne présidentielle de 1995, Marlène Coulomb-Gully souligne que « la politique à la télévision, c'est d'abord de la télévision », la caractéristique première du média télévisé résidant dans sa dimension sensible, esthétique, contrairement aux logiques argumentatives fondées sur l'écrit². Craig Calhoun insiste sur la dimension instrumentaliste de la communication visuelle lorsqu'il écrit que :

« l'espace public n'existe pas comme jeu de relations discursives, il est bien davantage créé, ou au moins, stimulé, par des acteurs politiques qui mettent en avant des images ; des images dont ils espèrent qu'elles vont coaguler l'identification des grandes masses de gens qui n'ont pas de relations discursives les uns avec les autres ou avec les acteurs politiques³. »

Arrivé en bas de l'immeuble dès l'annonce du décès de l'enfant, le maire communiste met en cause la politique sécuritaire du gouvernement qui, pourtant très médiatisée, s'est traduite, dans sa circonscription, par une diminution des effectifs de police. Ses critiques redoublées par celles de l'enseignant de l'enfant qui portent, elles aussi, sur l'absence de policiers dans la cité, sont relayées par *Le Parisien*, Canal Plus, France 3, TF1. Le discours du maire et de ses administrés sur la ville est néanmoins essentiellement défensif : « Ce n'est pas

Chicago », déclare-t-il au journal télévisé de France 2. Il rappelle que « la cité qui vient d'être rénovée connaît des problèmes sociaux, des trafics, mais pas de violence de ce type »¹. Ce « n'est pas la réalité quotidienne », dit-il encore sur TF1. La chaîne précise que la cité Balzac est l'un des derniers quartiers de la ville à ne pas avoir été réhabilité, à l'instar des immeubles « petits », « conviviaux », qui défilent à l'écran, et que la violence a baissé de 30 % en cinq ans dans la ville².

À l'inverse, la communication du ministre est offensive. Sa venue dans la cité est présentée comme une façon de relever le défi lancé par le maire. Les métaphores guerrières sont abondamment utilisées, au pôle « élitiste » comme au « pôle populaire » : « Puisque l'État et la police sont mis en cause, Nicolas Sarkozy et la police se sont déplacés, cet après-midi », relate le Journal télévisé de TF1 du 20 juin 2005. « Son discours est rodé mais Nicolas Sarkozy a dû mouiller sa chemise pour convaincre les jeunes de La Courneuve, et ce ne fut pas facile » : c'est ainsi que s'ouvre le reportage diffusé au JT de France 2, le même jour. « Visite éclair, tête-à-tête tendu avec les jeunes, déclarations impétueuses : de quoi lancer une de ces polémiques qu'il affectionne avec les associations et les responsables de gauche », relate un journaliste du *Monde* qui décrit un « général partant en guerre urbaine »³. Ce journaliste de RTL explique pourquoi, selon lui, la situation est si risquée :

« Il allait quand même se rendre dans une cité un peu chaude de La Courneuve. Il y avait au moins une chaîne de télévision prévue, mais cinquante journalistes, c'était un potentiel de bagarre. Ou est-ce que c'est un manque d'organisation ? La communication d'un ministre, c'est toujours bien géré. Je pense que c'était sensible. Nicolas Sarkozy a l'habitude de mouiller sa chemise et de ne pas se restreindre au maire. C'est difficile à gérer. »

S'il veut montrer qu'il représente l'ordre, le ministre doit simultanément produire une catégorie du désordre ajustée au répertoire d'actions existant et aux agents qui incarnent ce répertoire : la police. La construction d'un interlocuteur – les « voyous des cités » – justifiant l'image que le ministre souhaite montrer de lui-même et de

1. *Le Monde*, 23 juin 2005.

2. Marlène Coulomb-Gully, *La Démocratie mise en scène. Télévision et élections*, CNRS, Paris, 2001.

3. Craig Calhoun, 1991, p. 108, cité par Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », in *Réseaux* n°98, 1999, p. 45.

1. France 2, 19 juin 2005.

2 TF1, 19 juin 2005.

3. *Le Monde*, 23 juin 2005.

son action, apparaît dans certains plans. Ainsi, posté face à un grand jeune homme noir, de forte stature, torse nu, impassible, il déclare :

« Je ne peux pas accepter le trafic de drogue. Je ne peux pas accepter la bagarre. Et je vous dis une chose très simple. Ceux qui ne respecteront pas la loi, on les tapera dur. Ceux qui veulent s'en sortir, on les aidera fort. »

De même, cette actualité donne lieu à plusieurs reportages sur les « guerres entre bandes »¹, sans que l'on sache le mobile du tir, ni si les meurtriers présumés, qui appartiennent à deux fratries et vivent dans le même immeuble, faisaient partie d'une « bande ». Mais, alors que le ministre se place sur le terrain de la force physique, il se trouve déstabilisé par un discours de facture politique, qu'il n'était pas, semble-t-il, préparé à entendre, hors des cercles politiques, dans une cité². Tandis que TF1 décrit le ministre « interpellé » par un jeune, sans aucune précision sur la nature de cette « interpellation »³ que le journaliste n'a pas pu filmer, un journaliste de France 2, estimant que ses propos étaient révélateurs de l'état d'esprit de la majorité des habitants et que « le jeune ne se démontait pas », diffuse cette séquence⁴.

L'enseignant constitue, dans ce drame, un personnage important. Du point de vue des journalistes, le fait d'appartenir à la société civile et d'être jeune le rendent plus authentique que le maire qui, plus

âgé, est un politique. Le ministre de l'Intérieur participera d'ailleurs à en faire un symbole – mais négatif – en amalgamant autour de sa personne, la figure de l'intellectuel donneur de leçons et celle de « l'angéliste ».

Un autre acteur – collectif cette fois – du drame apparaît, à l'occasion des rassemblements qu'ils soient en pied d'immeuble ou dans la rue : les « habitants de La Courneuve » (pour le JT de France 2), « de la Cité des 4000 » (pour *Libération*). Cet acteur indigné est mis en scène à travers un lexique émotionnel : « la colère et la douleur des habitants de la Cité des 4000 » annonce le JT de France 2¹ ; « La Cité des 4000 crie sa colère et son besoin de respect », titre *Libération*². Le rassemblement à la mémoire de l'enfant, organisé le lendemain de la visite du ministre, est essentiellement couvert par *Libération* qui lui consacre trois articles, les journaux télévisés et *Le Parisien*. Autorisé dans des circonstances exceptionnelles, ce rassemblement silencieux constitue une forme digne d'occupation de l'espace public. En décrivant les tenues vestimentaires permettant de repérer la nationalité, le sexe, l'âge, l'appartenance sociale, en restituant les propos d'habitants, dans leur forme orale (traduisant des mots en verlan, pour les jeunes, reprenant telles qu'elles des phrases prononcées dans un français difficile), les journalistes montrent qu'ils sont au plus près de la réalité. Cela, sans complaisance, comme l'écrit le médiateur du *Monde* qui évoque « la myopie collective qui interdisait de regarder en face les réalités aussi désastreuses que dérangeantes »³, cette myopie renvoyant aux « rivalités ethniques », selon *Le Monde* (et *Libération*). Cette interprétation contribue à produire un autre lieu commun. En effet, la plupart de ces jeunes sont français. Ces interprétations montrent que la qualification des acteurs directs du drame est, en elle-même, un problème.

« Le gamin est tué par deux groupes de deux frères du même immeuble. Mamadou, Ahmed, d'un côté, Salah et Mohamed, de l'autre côté. La facilité a voulu qu'on mette deux Comoriens et deux Tunisiens, alors qu'ils

1. Juste après avoir diffusé le sujet sur la visite du ministre, TF1 consacre un petit reportage au « phénomène des bandes » juvéniles, dans lequel les journalistes suivent une « bande de jeunes du 92 », dans leurs activités de racket, drogue, et désœuvrement, réactivant un certain nombre de lieux communs. Le JT de France 2, après avoir traité de la Cité des 4000, enchaîne sur un reportage sur une affaire de séquestration et violence volontaire ayant entraîné la mort, dont le procès se déroule à Cergy. (JT, France 2, 23 juin 2005).

2. La façon dont les locuteurs se parlent renvoie à « la relation entre leur compétence linguistique (leur maîtrise plus ou moins accomplie du langage légitime) mais aussi l'ensemble de leur compétence sociale, leur droit à parler, qui dépend objectivement de leur sexe, leur âge, leur religion, leur statut économique et leur statut social ». Voir Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, 1984, p. 107.

3. « L'accueil est plutôt frais » commente TF1, l'illustrant par ce simulacre de dialogue : « Vous n'allez pas m'engueuler parce que je viens et puis gueuler parce que je ne viens pas. Faut choisir ! ». Des « jeunes interpellent » directement le ministre dit le commentaire. « Mais je n'ai pas l'intention de laisser une bande de voyous se tirer dessus, c'est clair ? Cela veut dire : "celui qui bouge, on le tape tout de suite. Celui qui veut s'en sortir, on l'aide tout de suite" », répond le ministre.

4. Entretien réalisé avec le journaliste de France 2, auteur du reportage, en avril 2006.

1. France 2, 21 juin 2005.

2. *Libération*, 22 juin 2005.

3. *Le Monde*, 10 novembre 2005.

sont Français, pour ne pas mettre leurs noms à cause de la présomption d'innocence, ça, je m'attache à ne pas faire de raccourcis¹. »

On sait que la prise en compte du « pays d'origine » est un enjeu de lutte, à la fois scientifique et politique, certains y étant favorables au nom du traitement discriminatoire (contrôles d'identité, mise à l'écart sur le marché du logement, du travail) dont les enfants d'étrangers font l'objet, alors que d'autres sont plutôt attachés à la définition juridique de l'étranger au nom de l'universalisme républicain.

Cet événement fait donc apparaître plusieurs représentations des banlieues : le groupe des « bandes de jeunes » que coconstruit le ministre, à travers ses interlocuteurs et les médias télévisés en particulier, le groupe des citoyens, incarné par l'enseignant, les électeurs du quartier et de la ville, représenté par le maire, enfin le « peuple », digne en dépit de la douleur. Si l'échange, par médias interposés, entre le maire communiste de la ville et le ministre de l'Intérieur, du gouvernement UMP, semble ainsi renvoyer à deux conceptions différentes du « peuple », il reste qu'un consensus s'est néanmoins établi autour de cet enjeu « populaire » et « populiste » : « l'insécurité ».

Le travail journalistique en « banlieue »

Il est nécessaire de se pencher sur les pratiques journalistiques pour comprendre comment se construisent les représentations médiatiques des cités HLM « à problèmes ». L'information découle d'une certaine forme de division du travail journalistique, soumis à des contraintes à la fois politiques, économiques, hiérarchiques, temporelles et technologiques, et d'une division du travail entre sources d'information.

Trajectoires scolaires et sociales des journalistes et division du travail

Les sept journalistes rencontrés qui ont couvert le début des événements appartiennent à la génération née au début des années 1960 et 1970. Ils disposent d'un capital scolaire élevé et, hormis

1. Entretien avec une journaliste du *Parisien* le 9 mars 2006.

deux d'entre eux, sont issus des classes moyennes et supérieures. La plupart ont fait une école de journalisme après une licence de droit, une maîtrise de chimie, un DEA de sciences économiques, un Institut d'études politiques, une année de préparation lettres, Supélec. Une journaliste de l'AFP dit, non sans ironie, qu'elle faisait partie des 5 % d'enfants de milieux populaires, recrutés par le Centre de formation des journalistes de Paris (l'une des huit écoles reconnues par la profession), tandis qu'un journaliste de TF1, sorti de la même école, se présente comme « le prototype du bourgeois ». Une journaliste du *Parisien*, spécialisée dans les faits divers, au sein d'une édition départementale, fille d'informaticien, n'a pas fait d'école, mais comme ses consœurs de l'AFP et du *Monde*, a suivi une année en classe préparatoire. Un fils d'ouvrier maçon algérien a arrêté sa thèse pour intégrer l'IUT de journalisme de Bordeaux et rejoindre la rédaction d'une chaîne de télévision nationale. Certains d'entre eux se connaissent. Un journaliste de radio était dans la même promotion qu'un journaliste de TF1 qui a suivi cette actualité et connaît bien une consœur du *Parisien*. D'autres se sont retrouvés sur des thèmes d'actualité différents de la banlieue, notamment sur la Corse comme ce journaliste de RTL et celui de *Libération*. Pour trois d'entre eux, c'est la première fois qu'ils couvrent les banlieues.

À la différence de l'information sportive ou politique, où les journalistes peuvent passer d'un journal à l'autre, puisqu'ils sont surtout identifiés à une rubrique¹, l'information en banlieue n'est pas à proprement parler une spécialité dans les rédactions. Exception faite du *Parisien*, implanté en Île-de-France, les quotidiens et journaux d'information télévisée n'ont pas de rubriques spécifiques et donc pas de journalistes spécialisés.

« Je ne couvre pas régulièrement les banlieues. On est quelques-uns à le faire, un petit peu plus que d'autres, mais il n'y a pas de spécialistes officiels, c'est une matière de travail comme une autre, un sujet d'actualité comme un autre », dit un journaliste de TF1.

1. Dominique Marchetti, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », in *Réseaux*, vol. 20, n° 111, 2002, p. 21-56.

Seuls les faits-diversiers considèrent que les banlieues relèvent bien de leur domaine de spécialité. « Il est clair que les terrains à faits divers, c'est la Seine-Saint-Denis plus que Meudon », dit un ancien directeur d'édition départementale du *Parisien*¹. De même, ce journaliste à TF1, reconnaît qu'« On ne parle de banlieue que dans le contexte de la violence. C'est vrai qu'il y a une vision générale, c'est vrai qu'on y vient que quand il y a des incidents². » Le fait que les rédactions envoient des « jeunes » polyvalents en banlieue est un indicateur de la position ambivalente occupée par cette actualité dans la hiérarchie des sujets. Tant que le « fait divers » s'inscrit dans une routine, il reste mineur. S'il devient exceptionnel, ses chances de constituer un « événement » sont décuplées : il peut, on l'a vu, basculer dans la catégorie « fait politique ». Si les journalistes que j'ai interviewés n'ont pas de spécialité, tous sont reporters ou grands reporters. Ce genre s'est imposé dans les rédactions pour désigner un savoir-faire plus qu'un secteur.

« En procédant par élimination, on peut dire que déjà, le service reportage, c'est tout ce qui n'est pas politique au sens actualités politiques, économiques, sociales... Je te parle de l'actualité institutionnelle [...] C'est un savoir-faire, mais que les journalistes des autres services sont amenés à avoir aussi ; en fonction des effectifs aussi [...] C'est la version "terrain" de l'actualité. Même si les journalistes d'autres services savent le faire, on est plus spécialisés pour faire les portraits, les interviews, pour aller voir en vrai comment ça se passe », déclare un journaliste à RTL.

Ils travaillent dans des services relativement stratégiques au sein des rédactions, en termes d'audience, dans la mesure où, à la fois généralistes et liés à l'actualité, les sujets sont davantage destinés au « grand public » qu'à des publics plus segmentés. À la rédaction de TF1, les services « Informations générales » et « Étranger » sont regroupés dans un même service « Événement ». « C'est le service qui est un peu en avant sur les "news", c'est vrai que sur la question des banlieues, au mois de novembre, c'était plus nous³. » À France 2, c'est le service « Enquête-Reportage » qui, les premiers jours, par le

1. Entretien réalisé avec un ancien chef d'édition départementale du *Parisien*, en 2002.

2. Entretien cité.

3. Entretien avec un journaliste de TF1, avril 2005.

biais d'un reporter spécialisé dans la police, a suivi cette actualité ; au *Monde*, celui des grands reporters a traité de ce sujet. À l'AFP, cette actualité a été couverte par un correspondant départemental et supervisée par un reporter au service des informations générales.

Les conditions de travail en banlieue

Il est important de rappeler que cet événement se rattache à la catégorie « fait divers » et à la rubrique « politique », puisqu'à la mort de l'enfant a succédé la visite d'un ministre. Les cités à problèmes étant, en général, traitées sous l'angle des faits divers et ce mode de traitement posant justement question aux habitants des banlieues, celles-ci apparaissent aux journalistes comme des « terrains médiatiques à problèmes ». Certains journalistes appréhendent de travailler en banlieue, soit parce qu'ils ont été eux-mêmes agressés, soit parce qu'ils ont entendu parler de collègues à qui cela est arrivé. La logique du précédent permet souvent de comprendre les réactions d'habitants et d'acteurs locaux vis-à-vis des médias. Mimant la façon dont il a menacé un journaliste de France 3 de casser sa caméra s'il continuait de le filmer, un « jeune » militant CGT de la cité expliquait son acte par le fait qu'une émission de reportage, diffusée dans *Envoyé Spécial*, s'était servie de son image¹. L'image du quartier est un enjeu majeur, surtout pour la jeunesse. En effet, « faisant souvent figure de point de cristallisation des conflits et des problèmes du grand ensemble, ses membres se trouvent être les porteurs privilégiés du stigmate spatial »².

Le caractère agressif de l'image est également évoqué par ce journaliste de TF1 qui compare sa caméra à une arme :

« On attend toujours un peu de sortir une caméra, parce qu'il y a un côté intrusif, parce que c'est pas toujours facile de sortir sa caméra, ça peut gêner, faut parler aux gens, expliquer aux gens. Je le comprends. Si on "braque" une caméra sur moi, j'ai envie de savoir pourquoi on vient [...] D'une manière générale, c'est toujours difficile dans un contexte passionné, on vous soupçonne de vous intéresser au spectaculaire. »

1. Entretien avec un jeune habitant de la cité, salarié chez EDF et syndiqué CGT, avril 2005.

2. Lepoutre, 1997, p. 39.

Au regard de ces éléments, la technique utilisée par cette journaliste du *Monde* apparaît presque exceptionnelle. Vêtue ordinairement d'une jupe, cette dernière enfile tout simplement un pantalon et demande à une employée de la cafétéria de son journal qui vit à La Courneuve de l'accompagner. Grâce à cette femme « du cru », dira-t-elle, elle parvient à réaliser un scoop :

« Surtout, la question que je me posais c'était comment en parler ? Je ne me voyais pas débarquer comme ça avec mon carnet de notes, demander aux gens ce qu'il s'est passé d'après ce que je voyais dans les dépêches. Je suis allée trouver la personne qui s'occupe de la cafétéria – elle est d'origine algérienne – et je savais qu'elle était de La Courneuve. Elle finissait son service. "On a qu'à y aller ensemble" m'a-t-elle proposée. Ça changeait tout d'être avec quelqu'un du cru. Donc, on est arrivées ensemble. »

Des injonctions contradictoires

C'est en prenant en compte le système de contraintes données que l'on peut expliquer comment se construit l'information et non pas seulement à partir des individus. Sensibles aux critiques externes et internes, les journalistes, rencontrés individuellement, témoignent tous d'une volonté de ne pas porter atteinte aux habitants des cités populaires qui constituent une partie de leur public, et soulignent qu'ils tiennent compte, dans leur pratique, des critiques externes, émises par les téléspectateurs, auditeurs et lecteurs. Des articles et reportages seront réalisés afin de montrer ces cités populaires sous un autre angle. « La Courneuve par temps calme » titrera un article publié en septembre dans les pages « Horizons » du *Monde*¹. Pour montrer aux élus, associations, habitants, que les journalistes ne viennent pas dans ces quartiers que lorsqu'il arrive des drames, ce journaliste de RTL insiste, lui aussi, sur les enquêtes réalisées hors actualité. Un confrère de TF1 cite un reportage sur une opération de communication locale. Le récit par une journaliste de l'AFP du travail réalisé condense ces remarques. À la différence de ses collègues, elle ne souhaite pas interroger les « jeunes gens, en bas » – « Vous avez toujours des articles sur des jeunes

1. *Le Monde*, 25-26 septembre 2005.

en bas des tours » –, et rend visible l'action associative en publiant le texte rédigé par des militantes. Elle refuse d'« aller parler à la mère d'un émeutier derrière la porte d'un HLM » et ajoute qu'en « banlieue, c'est une façon de regarder, d'être là » qui permet de gagner la confiance des gens, en essayant de ne pas se comporter comme un prédateur :

« Les gens ont du mal à être là pour répondre à une demande précise, sinon, ils ont l'impression que vous les utilisez. Eux disent autre chose. »

Les journalistes sont en effet soumis à des injonctions contradictoires, comme l'exprime ce journaliste, à France 2 :

« On ne doit pas mettre en avant nos opinions politiques et en même temps, on nous demande d'avoir une approche critique, afin de ne pas être une simple courroie de transmission¹. »

La façon dont il a résolu l'ensemble de ces contradictions est révélatrice des contraintes (politiques, technologiques, économiques) qui pèsent sur son travail. Après avoir montré une séquence où un « jeune » adresse des reproches au ministre, puis relaté la critique du professeur de l'enfant – « Moi, que Sarkozy vienne ce soir, entouré de toutes les caméras, si c'est ça être près du peuple, c'est près du peuple à la télé mais pas dans la réalité, quoi » –, il ajoute l'entretien du père de famille de la victime qui se dit satisfait de la visite du ministre. Cet enchaînement lui permet, dit-il, « d'équilibrer le sujet ».

Le fait que seul un journaliste ait brisé le consensus en filmant la séquence où le ministre est interpellé par un habitant s'explique par le coût élevé qu'une telle entreprise représente pour l'exercice d'un métier qui constitue, selon Alain Accardo, « une voie d'accès à des positions de pouvoir parmi les moins coûteuses à emprunter pour les membres des classes moyennes »².

La critique de l'« arsenal guerrier », auquel peu s'apparenter le dispositif policier, est également un moyen pour les journalistes de montrer qu'ils font leur métier en dehors des pressions politiques. Dès le 21 juin 2005, le dispositif policier déployé par le ministre dans

1. Entretien réalisé en avril 2005.

2. Alain Accardo, « Un journalisme de classe moyenne », in Pascal Durand (dir.) *Médias et censure. Figures de l'orthodoxie*, Éditions de l'Université de Liège, Liège, 2004, p. 42.

la cité est mis en doute dans les médias : « On se demande, en fait, si ce n'était pas beaucoup de bruit pour rien », dit le commentaire du journal télévisé de Canal Plus (18 h 55) ; *Le Figaro* consacre sa une, « La Courneuve : la police ratisse la cité des 400 », aux opérations de police menées à La Courneuve, dont elle nuance la portée : « Opération coup de poing dans la cité des 4000 : sarcasme et maigre butin ». *Le Parisien* du 22 juin 2005 décrit une « vaste opération de police à La Courneuve » qui ne convainc pas les habitants¹.

Les témoignages permettent également aux journalistes de faire une critique à moindre coût puisqu'ils n'engagent que les interviewés. Ils se déclinent en plusieurs catégories ; celui de l'informateur qui, dans le cadre d'un fait divers, est semblable à celui recueilli dans le cadre d'une enquête judiciaire, comme l'explique ce reporter du *Parisien* :

« Sur un fait divers, il faut les éléments d'enquêtes, des témoignages et en plus, t'es en concurrence avec les autres journaux. Si *Libé* ou *Le Monde*, ou *France-Soir* sortent le témoin qui a tout vu, tu l'as pas, t'es mal. Tu vends de l'info, faut qu'elle soit meilleure que celle des autres. »

Les témoignages à visée illustrative permettent d'appuyer un propos, de confronter deux arguments ou de relater une ambiance. Si, pour la journaliste du *Monde*, le mobile de l'échange de tir est une affaire sentimentale alors que, pour *Libération*, il s'agirait d'une affaire de drogue, les deux journaux s'accordent à relier cette actualité au problème plus général des rivalités « ethniques ».

« La mort de Sidi-Ahmed délie les langues sur une vérité "taboue" », écrit la journaliste du *Monde* qui dépeint « la haine opposant dans la cité, les beurs et les Noirs, les "Rebeus" et les "Renois", les immigrés anciens et les plus récents². »

1. *Le Parisien*, 22 juin 2005. En revanche, le reportage diffusé au journal télévisé de France 2 du 21 juin, réalisé par un spécialiste de la police, est moins critique. Il souligne que 200 policiers ont « pris possession » du quartier, comme s'il s'agissait d'une femme, parmi lesquels des hommes du Raid (Recherche Assistance Intervention Dissuasion). Cette visite est ensuite commentée par des habitants. « Les petits sont plutôt curieux, les grands partagés. » « Le ménage, les policiers ont tenté de le faire », dans les caves, les cages d'escalier, mais n'ont rien trouvé, clôt le commentaire (journal télévisé, France 2, 21 juin).

2. *Le Monde*, 22 juin 2005.

Ce sont alors des entretiens qui viennent appuyer cette version : « depuis que les Renois sont arrivés, c'est le bordel » disent les « Rebeus », dont l'un souligne les effets de la polygamie sur l'absence de surveillance des enfants. « Avant, c'était mieux, il y avait aussi des Français, on se sentait moins parqués », poursuit un autre¹.

Différentes conceptions du journalisme

Mais c'est aussi parce que, pris au jeu – c'est-à-dire, croyant dans les enjeux qui se trouvent au cœur de leur compétition (être là les premiers, ramener des images, du son, trouver le bon témoignage...) – les journalistes sont amenés à percevoir les situations au prisme d'un miroir déformant. Ainsi, *Le Monde*, représentant une forme d'excellence journalistique, va traiter de cet événement d'une façon qui se veut exemplaire. Absent les premiers jours, ce quotidien consacre un article trois jours après la visite du ministre. Son auteure, qui est la seule à avoir assisté à la visite du ministre dans la famille, réalise là un « scoop »².

« Personne à l'exception de la journaliste du *Monde* n'est allé dans la famille. Il n'y a pas d'équipe de télévision et de radio qui soit montée. Au pied de l'immeuble, on nous a dit : "vous ne rentrez pas" », affirme une journaliste de TF1.

« Il y avait eu cette conférence de presse à la mairie, le matin où j'étais. Un collègue de l'AFP m'a dit qu'il allait venir, ou le maire aussi, peut-être me l'a dit. Donc, je vais dans la famille [...] Il y avait un monde fou dans cet appartement. Je rentre avec ma copine qui connaissait certaines personnes. J'embrasse la mère, les sœurs, je me mets à bavarder. On passe une bonne heure. À ce moment, j'entends un talkie-walkie, des bruits, quelqu'un va voir : "Tiens, y'a le ministre qui vient". Tout le monde s'en fiche. Je me dis : "coup de pot", journalistiquement parlant... À ce moment-là, il y a une espèce de mouvement, en plus, il est venu avec un staff, le maire [...] ça parlait kabyle beaucoup. Je n'ai pas envie de partir maintenant, c'est trop beau, je me lève un peu mollement. Le ministre rentre dans la pièce, il ne

1. *Libération*, 23 juin 2005.

2. D'autres journalistes présents décrivent ce qu'ils voient au pied de la barre.

devait y avoir que la famille. Il a dit après qu'une journaliste du *Monde* avait travesti son identité pour être de la famille », raconte la journaliste du *Monde*.

Le traitement journalistique de cette actualité est, lui-même, objet de commentaires dans la presse. Le médiateur de la rédaction du *Monde* écrit ainsi que : « plutôt que de traiter la mort du jeune Sidi-Ahmed comme un fait divers, *Le Monde* a choisi d'observer la vie quotidienne à la Cité des 4000 ». Le déplacement, sur le terrain, d'une journaliste, constitue une plus-value par rapport aux confrères, tels *Le Figaro* qui, écrit le médiateur, aurait interrogé une autre personne que celle qu'il croyait avoir au téléphone.¹

Libération porte également un regard critique sur la couverture journalistique de l'événement. Un journaliste, Pierre Marcelle, commentant les images, diffusées au journal télévisé de France 2, du ministre « interpellé » par un homme qui lui fait remarquer qu'il exploite la misère des gens, écrit que « par miracle, une caméra et un micro traînaient là qui n'était pas à [la] botte du ministre. [...] Mieux : du violent échange qu'il eut avec un résident de la Cité des 4000, le montage sembla ne rien épargner » et souligne que « les critiques des habitants, comme de l'enseignant, échappant au contrôle de l'image du ministre, relevaient de "l'inimaginable" »².

Les logiques de production journalistique du « populaire » conduisent souvent les journalistes à retenir de l'actualité les aspects saillants comme les phrases choc et les images fortes, propres à susciter l'émotion. Ces logiques découlent d'une certaine division du travail selon laquelle, sauf exception, il n'existe pas de suivi de l'information en « banlieue », d'entretien des contacts et des sources. Lorsqu'un événement survient, le grand reporter, souvent, s'en empare. La trajectoire scolaire et sociale des journalistes permet aussi de comprendre pourquoi il leur est si difficile de rompre avec la vision commune sur les « cités populaires à problèmes », largement produite par les médias eux-mêmes. Le réalisateur de la séquence sur le « jeune » qui tient tête au ministre, lui-même fils d'ouvrier algérien,

reste dans les limites imposées par le devoir d'objectivité et la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec ses sources : ce journaliste spécialisé dans le suivi de l'activité policière.

À l'exception des journalistes, pour qui être issu du terrain peut constituer une ressource – par exemple, un ancien médecin, chef d'une rubrique médicale, peut être vu comme l'ébauche d'une spécialisation journalistique, avec toutes les ambivalences comporterait cette rubrique –, l'appréhension du « terrain », pour la grande majorité d'entre eux, ne les prédispose pas à aller couvrir l'actualité en banlieue et les pousse souvent, les journalistes de télévision en particulier, à recourir à la protection de la police qui ne favorise guère les relations avec la population. Les « militants populaires » apparaissent alors plus comme un enjeu de lutte entre différents supports de presse et les journalistes que l'objet d'un investissement en termes de connaissance réelle de ces populations.

Pour conclure, si l'image d'un ministre retroussant ses manchettes pour aller vers le « peuple » a été relayée par les médias, c'est parce que celle-ci est supposée répondre aux attentes du « grand public » qui correspondre à un cadre d'interprétation d'où elle puise sa légitimité : « le populisme ». Or, les analyses en termes de « populisme », relayées par *Le Monde* et *Libération*, au sujet du ministre, omettent de dire que ce n'est pas « l'homme politique lui-même mais les acteurs regroupés autour de lui qui confèrent au chef "un charme puissant", par lequel même contre leurs propres intentions »¹.

1. Le charisme des leaders est le résultat d'un « travail collectif de construction d'imposition auquel participent d'abord tous ceux qui sont en relation avec le leader, qui par leurs connaissances, mais aussi par leurs propres calculs et ralliements [...] créent une situation charismatique dans laquelle lui-même se trouve pris au point de susciter chez lui un sentiment charismatique de soi qu'il ne possédait pas auparavant ». Voir Armand Gaudin, *Le charisme*, Paris, CNRS, 1984, p. 10.